

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour la période ATRD6 ?

ENGIE partage la volonté de la CRE de favoriser un juste signal à l'investissement, lorsque cela est adapté. Dans cette perspective, l'ouverture d'une réflexion sur la bonification des taux de rémunération appliquée à certains investissements relatifs aux infrastructures de distribution gaz dans une logique de maintien de l'outil industriel en qualité et en sécurité, de son adaptation à la transition énergétique et de réponses à de nouvelles exigences qui pourraient s'imposer aux opérateurs de distribution pourrait être pertinente.

ENGIE est toutefois opposée à la méthode et au calendrier proposés par la CRE, et n'est pas favorable à la prise en compte d'une méthode de rémunération différenciée sur les investissements relatifs aux activités d'infrastructures gazières pour la prochaine période tarifaire.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE est favorable à la reconduction des modalités en vigueur pour la détermination du revenu autorisé comme proposé par la CRE.

Question 3 : Êtes-vous notamment favorable à l'introduction d'une rémunération des immobilisations en cours pour les IEC à cycle long (maturité supérieure à 1 an) ? Que pensez-vous du taux de rémunération envisagé par la CRE ?

ENGIE est favorable aux modalités proposées de rémunération des immobilisations en cours.

Question 4 : Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des coûts échoués envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

Question 5 : Avez-vous notamment des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE dans la mesure où cette disposition s'appliquerait aux plus-values comme aux moins-values.

Question 6 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolutions annuelles des termes tarifaires envisagés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE est favorable à une période tarifaire de 4 ans et au calendrier proposé par la CRE.

ENGIE estime toutefois que la proposition de la CRE ne traite pas la question de la visibilité sur le début de la période tarifaire suivante, qui avait fait l'objet d'une question dans la consultation du 19 février dernier. Comme indiqué dans sa réponse à cette dernière, ENGIE est favorable à l'établissement d'une vision anticipée des tarifs sur une période de 4 années glissantes.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE souhaite que l'ensemble des risques du projet de conversion de gaz B/H, qui ne sont pas totalement à la main des opérateurs, soient pris en compte par la régulation (risques sur interventions en aval du compteur, coût total de remplacement des matériels non adaptables, surcoût de gestion de crise, investissements), ceci dès le début de la période tarifaire, et notamment si le calendrier de l'opération, dont la fin est aujourd'hui prévue en 2027, venait à s'accélérer, par exemple sous l'effet d'un terme anticipé de l'exploitation du site de Groningue.

Question 8 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposés par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

Question 10 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Engie est favorable au maintien d'objectifs ambitieux en termes de qualité de service, tout comme à certaines évolutions du fonctionnement du dispositif de régulation incitative de la qualité de service.

Par contre, il nous semble prématuré de réduire les incitations sur les indicateurs garantissant la pertinence et la fiabilité des données transmises.

Par ailleurs, certains indicateurs existants devraient être revus pour mieux prendre en compte l'intérêt du consommateur final, par exemple en réalisant la prestation à la date attendue par le client plutôt qu'à la date préférée par le GRD ou en assurant un **suivi des délais de gestion des réclamations dès la 1^{ère} demande du client**. Les standards des GRD en matière de délais de traitement des demandes ou d'horaires de service devraient par ailleurs évoluer pour s'inscrire dans les standards des opérateurs d'autres secteurs.

S'agissant des indicateurs portant sur le CED (comptes d'écart distribution), Engie constate une progression rapide de GRDF durant l'ATRD 5, l'amenant à des niveaux bien inférieurs à la cible retenue par la régulation incitative¹. Engie est donc favorable à la proposition de la CRE d'abaisser les cibles à atteindre, mais considère que la **baisse devrait être plus importante que celle proposée par la CRE**, pour refléter la performance atteinte sur les dernières années. 2,5 TWh et 4 TWh pourrait être un niveau pertinent.

Enfin, l'indicateur portant sur l'amplitude du CED par fréquence de relève et par fournisseur devrait être publié en **distinguant les résultats par fréquence de relève**, afin qu'une baisse de qualité sur un des segments ne puisse pas être masquée par une hausse de qualité sur un autre segment.

Question 11 : Pensez-vous qu'il serait pertinent de supprimer certains indicateurs ? Si oui, lesquels ?

Engie ne pense pas pertinent de supprimer certains indicateurs.

¹ En 2018, l'amplitude du CED était de 1,8 TWh, et l'amplitude par fréquence relève et par fournisseur de 3,4 TWh, en 2017, les chiffres sont de 2,4TWh et 4 ,4 TWh, en 2016, les chiffres sont de 3,3 TWh et 6,1 TWh.

Il est également trop tôt pour supprimer les incitations sur les indicateurs garantissant la pertinence et la fiabilité des données transmises. Sur le thème de la fiabilité des données, Engie estime qu'il est plutôt nécessaire d'ajouter de nouveaux indicateurs de suivi :

- Il nous semblerait ainsi pertinent d'ajouter un indicateur permettant de **suivre mensuellement les points n'ayant pas disposé du nombre nominal d'index réels** (selon son type de comptage, en année glissante, en volume et en pourcentage). Ainsi qu'un indicateur permettant de **suivre la redondance de ces absences d'informations sur un même point** (nombre de relevés manquants / nombre de relevés dus pour un point, agrégé à la maille du portefeuille et par segment/type de comptage).
- Le suivi fin des consommations devient fondamental, il faudrait donc **monitorer la complétude des courbes de charge** elles-mêmes ainsi que de leur publication. La construction d'un taux basé sur le nombre de courbes reçues par client / nombre cible, agrégé à la maille du portefeuille et par segment/fréquence de publication nous semble essentiel à suivre.
- Enfin il nous semble important de mieux monitorer les **délais de réception des flux** confirmant la réalisation des prestations souscrites.

Question 12 : Y a-t-il des thématiques sur lesquelles vous souhaiteriez que GRDF soit incité ?

- Concernant le suivi de la qualité des réclamations, en plus des indicateurs actuellement en place sur le taux de traitement en moins de 15 jours et le taux de traitement en moins de 30 jours, nous suggérons d'inciter un **taux de réponse aux réclamations dans les 5 jours calendaires supérieur à 50%**. Et d'ajouter une **incitation pour réduire le taux de redondance**, en posant en objectif un taux de réclamations multiples pour un même point de connexion et un même type de réclamation inférieur à 5% sur 3 mois glissants. Avec une **analyse des délais de bout en bout**, depuis la 1^{ère} demande du client.
- Il nous paraît également essentiel de mieux **monitorer les volumes d'inversions de PCE** et d'inciter financièrement une baisse en pourcentage de ce volume. Il nous semble ainsi pertinent de créer un indicateur pour suivre ce sujet en volume total de cas clients et de définir un seuil d'alerte à ne pas dépasser tous fournisseurs confondus ainsi qu'une courbe de décroissance. Nous suggérons de fixer des **délais précis pour la mise à niveau de la base de données** et de pénaliser les éventuels retards de mise en œuvre et de pénaliser plus fortement les augmentations de l'indicateur global d'une année sur l'autre.
- Un indicateur de **suivi des performances de la ligne acheminement** devrait être ajouté. Il devient essentiel de mieux monitorer la durée moyenne de réponse sur la ligne acheminement. En incitant le taux d'appel à cette ligne téléphonique avec un temps d'attente inférieur à 90 secondes.

Il conviendrait enfin de faire en sorte que la prestation de demande de mise hors service à l'initiative du fournisseur ne soit pas interprétée comme devant déclencher une coupure associée, de façon à ce que la mise hors service puisse être réalisée à la date demandée par le fournisseur et non à la date à laquelle le distributeur dispose d'un créneau dans le planning de ses techniciens pour aller effectuer le geste technique de la coupure et où il parvient à la mettre en œuvre. Une évolution similaire a été actée en électricité, nous souhaitons qu'elle soit mise en place également en gaz.

D'une manière générale, l'ajout d'indicateurs n'a pas vocation à complexifier le système mais bien à porter l'attention sur le résultat des différentes opérations menées au service du client. Au-delà d'une meilleure

satisfaction pour le client, nous estimons que le suivi précis de ces indicateurs permettrait d'infléchir les temps de traitement des fournisseurs et des gestionnaires de réseau, avec des effets tangibles de réduction des coûts. En effet, la plupart de ces nouveaux indicateurs contribueraient fortement à réduire le nombre de réclamations et leurs temps de traitement, soit par la mise en place de processus plus précis, soit par des opérations plus proactives, soit par un traitement plus rapide.

Question 13 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRD6 ?

Engie est globalement favorable au cadre proposé par la CRE.

Elle considère toutefois qu'afin de permettre à GRDF d'anticiper les évolutions à venir du système gazier en lien avec le développement des gaz renouvelables et décarbonés, dont la production d'hydrogène vert, une régulation incitative de la CRE pour des projets de R&D permettant de mieux comprendre le rôle et la plus-value d'infrastructures de distribution dans un système gaz/hydrogène semble indispensable.

Engie attache de plus une grande importance à la transparence des gestionnaires de réseau sur leurs programmes de R&D. A cet effet, elle considère qu'il pourrait être utile de clarifier le rythme de publication des rapports de R&D des opérateurs. Ainsi, les rapports de R&D 2018 d'Enedis, RTE et GRT gaz n'ont pas encore fait l'objet d'une publication sur le site de la CRE. Engie souhaiterait que la date de publication des rapports soit clarifiée.

De plus, Engie considère qu'une publication par la CRE des rapports des opérateurs contribuerait à leur donner plus de visibilité. Actuellement, seuls les rapports R&D de Enedis, RTE et GRT Gaz sont publiés par le CRE, celui de GRDF étant ayant été publié sur le site de l'opérateur. Engie serait favorable à une publication de l'intégralité des rapports sur le site de la CRE.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'évolution de la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel envisagée par la CRE, visant en priorité la suppression très rapide des installations au fioul et au charbon ?

La lutte contre l'érosion possible de la base client de GRDF dans le contexte des discussions en cours de la RE 2020 est primordiale pour préserver la compétitivité et la valeur de cette activité. Dans ce cadre, ENGIE est favorable aux principes retenus par la CRE pour faire évoluer la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz naturel. Elle considère toutefois que les priorités prises en compte dans le dispositif doivent être portées sur la fidélisation des clients, les conversions fioul, la mobilité et le soutien à la filière, y compris pour la promotion des gaz verts.

Question 15 : Êtes-vous favorable à l'alignement de l'incitation de GRDF à maîtriser les coûts des pertes et différences diverses sur celui des autres opérateurs (passage d'une couverture au CRCP de 70 % à 80 %) ?

ENGIE est favorable aux mesures proposées par la CRE.

Question 16 : Êtes-vous favorable au taux de pertes théorique proposé par GRDF pour le tarif ATRD6 ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

Question 17 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 ?

En complément des demandes formulées dans les réponses aux questions ci-dessus (projet de conversion de gaz B/H, projets de R&D, mesures de lutte contre l'érosion de la base client notamment), ENGIE rappelle l'importance du verdissement du gaz pour réussir le projet de transition énergétique en France. Dans ce cadre, il demande que la régulation ne soit pas un frein au développement des projets de biométhane.

En ce qui concerne la valeur de CMPC (réel avant impôt) :

- ENGIE regrette, pour le calcul du coût de la dette, que la maturité de référence intégrée dans la fourchette des taux indiqués soit limitée à 10 ans, durée bien inférieure à la durée de vie des investissements des opérateurs.
Par ailleurs, ENGIE appelle l'attention de la CRE sur la nécessité d'utiliser un taux sans risque réel positif, afin de garantir un juste signal à l'investissement.
- De plus, afin de rendre compte du risque long terme qui nécessitera l'adaptation de l'ensemble des infrastructures gazières au projet de transition énergétique en France, ENGIE souhaite le rehaussement du bêta des activités de distribution, pour porter le CMPC Distribution au minimum à 4,46% (sur la base de la trajectoire d'impôt anticipée par la CRE, corrigée du projet de loi de finances 2020).
- Enfin, ENGIE souhaite qu'un dispositif permette d'ajuster le CMPC d'une déviation ultérieure des taux d'imposition par rapport à la trajectoire tarifaire initiale : soit par le biais d'une formule pré-agrée, soit par une clause de revoyure que les exploitants pourraient exercer sur ce sujet, soit par une couverture de ce risque ab initio au moyen d'une prime additionnelle.
Ce dispositif d'ajustement doit s'appliquer exclusivement à la composante fiscale du CMPC, compte tenu de sa spécificité.

Question 18 : Êtes-vous notamment favorable à la prise en compte de la réduction de 45 à 30 ans de la durée d’amortissement des branchements ?

ENGIE est favorable à l’application de ces mesures sur cette classe d’actif spécifique.

Question 19 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés proposées par GRDF ?

ENGIE souhaite avant tout que les trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés soient les plus proches possibles de la réalité, afin notamment de limiter toute distorsion tarifaire liée à une mauvaise estimation initiale : à ce titre, les trajectoires prévisionnelles proposées par GRDF s’inscrivent dans les tendances de baisse des consommations à climat moyen observées sur les derniers exercices.

ENGIE rappelle à cette occasion que l’hypothèse de stabilisation du nombre de consommateurs proposée par GRDF et retenue par la CRE nécessite une couverture par le tarif des coûts liés à la fidélisation des clients, aux conversions fioul, au soutien à la mobilité et à la filière gaz, y compris pour la promotion des gaz verts.

Question 20 : Êtes-vous favorable aux modalités d’évolution du terme Rf envisagées par la CRE ?

ENGIE n’a pas de commentaires.

Question 21 : Que pensez-vous des évolutions envisagées par la CRE pour établir la grille tarifaire des prochains tarifs ATRD ?

ENGIE est favorable à l’abaissement du seuil entre les options T1 et T2 sous réserve qu’il n’intervienne effectivement qu’en 2022 et qu’il intervienne de façon concomitante à l’évolution des profils P011 et P012. Cette concomitance apporterait de la simplification et éviterait aux acteurs du marché d’opérer des développements SI répercutés sur la facture des consommateurs.

Engie n’est pas favorable au calcul de la continuité entre options tarifaires sans tenir compte de la contribution tarifaire d’acheminement (CTA). ENGIE appelle l’attention de la CRE sur le fait que l’attribution du tarif ATRD est à la main des fournisseurs et qu’une continuité des options tarifaires, comprenant la CTA (Contribution Tarifaire Acheminement), est préférable pour les consommateurs.

Par ailleurs, le mécanisme actuel de calcul de la CTA, extrêmement complexe, mérite d’être simplifié et uniformisé afin de placer les GRD et les fournisseurs sur un pied d’égalité.

ENGIE reste persuadée qu'il n'est pas opportun d'introduire une scission de l'option T2, l'éventuel gain de précision apporté étant insuffisant pour justifier les développements requis.

De la même façon nous nous félicitons que la CRE, à ce stade, renonce aussi à l'introduction d'un terme capacitaire pour l'option T3, le rapport coût bénéfice de la mesure nous paraissant également défavorable.

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'abaissement des coefficients tarifaires de janvier et février de 8/12 à 4/12 en distribution ?

ENGIE est favorable à cet abaissement qui permet d'harmoniser les coefficients appliqués entre transport et distribution.

Question 23 : Êtes-vous favorable au maintien du calcul actuel des pénalités de dépassement de capacité journalière sur le réseau de distribution ?

ENGIE souhaite que le calcul des pénalités de dépassement de capacité journalière soit harmonisé entre distribution et transport, indépendamment du fait qu'existent en outre des pénalités de dépassement de capacités horaires sur le réseau de transport.

Question 24 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur le prochain tarif ATRD de GRDF ?

ENGIE considère que le verdissement du gaz est une priorité stratégique pour accompagner une transition énergétique réussie et optimisée en France. A ce titre, elle souhaite que la régulation ne soit pas un frein au développement de la filière ni aux projets de méthanisation. En conséquence, Engie a déjà signalé, lors de la consultation de la CRE sur le biométhane, qu'elle était défavorable à l'introduction d'un timbre d'injection.